



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 20 (2022)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande / Philippines : croissance du PIB meilleure qu'anticipée au T1 2022
- ❖ Indonésie : levée de l'interdiction d'exportation d'huile de palme le 23 mai
- ❖ Cambodge : 93% de l'emploi total composé d'emploi informel selon la BASD

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

190 Md\$

Investissements annuels nécessaires dans le secteur de l'énergie d'ici 2030 pour atteindre les objectifs climatiques de la région selon l'AIE.

Région

Une reprise fragilisée par le risque inflationniste et les confinements en Chine

Plusieurs pays de la région ont révisé à la baisse leurs objectifs de croissance pour 2022 en raison de la hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires, du resserrement monétaire aux Etats-Unis et des impacts des confinements stricts en Chine. En Thaïlande, le Conseil national de développement économique et social (NESDC) a ainsi baissé la fourchette de projection de croissance pour 2022 à 2,5% - 3,5%, contre 3,5% - 4,5% précédemment, tandis qu'aux Philippines, le secrétaire au Commerce et à l'Industrie a annoncé une croissance du PIB d'environ 6% en 2022, inférieure à l'objectif de 7 à 9% annoncé en début d'année. Sur le plan monétaire, plusieurs banques centrales de la région ont entamé un mouvement de resserrement face aux nouvelles pressions inflationnistes : la banque centrale de la Malaisie a relevé son taux directeur pour la 1^{ère} fois en quatre ans le 11 mai, à 2% (contre 1,75%), tandis que la banque centrale des Philippines a relevé le sien à 2,25% cette semaine (2% précédemment). Ces deux banques centrales suivent donc le mouvement amorcé par Singapour dès octobre 2021.

IPC / INFLATION (g.a)	avr-22	mars-22	févr-22	janv-22	déc-21	nov-21	oct-21
Indonésie	3,5%	2,6%	2,1%	2,2%	1,9%	1,7%	1,7%
Laos	7,3%	8,5%	7,3%	6,2%	5,3%	5,0%	4,7%
Malaisie	-	2,2%	2,2%	2,3%	3,2%	3,3%	2,9%
Philippines	4,9%	4,0%	3,0%	3,0%	3,1%	3,7%	4,0%
Singapour	-	5,4%	4,3%	4,0%	4,0%	3,8%	3,2%
Thaïlande	4,6%	5,7%	5,3%	3,2%	2,2%	2,7%	2,4%
Vietnam	2,6%	2,4%	1,4%	1,9%	1,8%	2,1%	1,8%

Défis croissants en matière de transition et de sécurité énergétique selon l'AIE

Les perspectives énergétiques pour les pays d'Asie du Sud-Est appellent à une accélération de la transition énergétique et des efforts majeurs pour stimuler l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et des carburants à faibles émissions, selon le dernier rapport *Southeast Asia Energy Outlook 2022* de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE). Sur la base des politiques publiques actuelles, la demande d'énergie dans la région devrait croître d'environ 3% par an jusqu'en 2030, laquelle devrait être satisfaite aux trois quarts par les combustibles fossiles. Les émissions de CO2 augmenteraient de 35% par rapport aux niveaux de 2020. Si plusieurs pays de la région ont annoncé des objectifs ambitieux pour atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, l'AIE souligne que des financements internationaux seront nécessaires pour stimuler l'innovation et les infrastructures. L'investissement total dans l'énergie devrait atteindre 190 Mds USD par an d'ici 2030 pour atteindre les objectifs climatiques de la région, contre environ 70 Mds USD par an investis entre 2016 et 2020.

Indonésie

Inflation en avril proche de la limite haute fixée par la banque centrale

Selon *Statistics Indonesia*, le taux d'inflation était de 3,47% en glissement annuel en avril 2022, approchant la limite supérieure de la fourchette cible définie par la Bank Indonesia (2%-4%). Cette augmentation rapide de 0,95% par rapport à mars est due à l'augmentation des prix des denrées alimentaires (+5,48% en g.a.) et des prix administrés (+4,83% en g.a.). BI indique qu'elle ajustera son taux directeur si l'inflation augmente de manière significative. L'inflation est principalement alimentée par l'offre, suite à la hausse des prix des produits de base tandis que la croissance des dépenses des ménages au premier trimestre 2022 demeure inférieure au 5% habituel (pré-pandémie). BI estime que l'inflation pourrait encore augmenter de 0,48% en mai (3,64% en g.a.).

Net renforcement des subventions énergétiques

Le parlement indonésien a approuvé cette semaine un net renforcement des subventions énergétiques, pour un montant d'environ 24 Mds USD. D'une part, les subventions pour certains carburants augmentent de 56% par rapport à la loi de finances pour 2022, passant de 9,4 Mds USD à 14,6 Mds USD. D'autre part les compensations pour les entreprises publiques Pertamina (pétrole et gaz) et PLN (électricité) (dont les prix des carburants sont administrés) augmentent de 1,3 Md USD à 20,5 Mds USD. Ce soutien public aux prix de l'énergie pourrait s'accompagner de certaines hausses ciblées de tarifs de l'électricité. L'ensemble de ces subventions représente 16% des dépenses budgétaires prévues cette année, contre 7% en 2021. Sous réserve de l'évolution des cours mondiaux, les dépenses budgétaires devraient augmenter de 14% par rapport à la loi de finances 2022, à comparer à une hausse de 23% des recettes budgétaires, liée au renchérissement des cours des matières premières. Ainsi, le déficit public est prévu à 4,5% du PIB, contre 4,9% dans la loi de finances et 4,6% en 2021. En début d'année, la ministre des Finances espérait un déficit de 4%, un objectif désormais remis en cause.

Détail pour le nouveau budget 2022 :
(en millions de roupies, 1000 millions = 70 M USD)

	New 2022 budget	Pvs 2022 budget	2021
Revenues	2,266.2	1,846.1	2,011.4
- Tax revenues	1,784.0	1,510.0	1,547.9
- Non-tax revenues	481.6	335.6	458.5
Expenditure	3,106.4	2,714.2	2,786.4
- Energy subsidies	208.9	134.0	140.4
- Fuel, power compensation	293.5	18.5	47.9
Surplus/deficit	-840.2	-868.0	-775.0
- as of GDP	-4.5	-4.9	-4.6
Deficit financing	840.2	868.0	871.7
Debt issuance	943.7	973.6	870.5
Use of excess cash	127.3	77.3	144.0

Budget assumptions	New 2022 outlook	Pvs 2022 budget
Economic growth	4.8-5.5	5.2
Inflation	2.0-4.0	3
10-year bond yields	6.85-8.42	6.8
Rupiah exchange rate/\$	14,300-14,700	14,350
Indonesia crude price	\$95-\$105	\$63
Oil lifting (bpd)	635,000-703,000	703,000
Gas lifting (boepd)	956,000-1,036 mln	1,036 mln

Levée de l'interdiction d'exportation de l'huile de palme le 23 mai

Alors que l'interdiction avait été mise en œuvre seulement le 28 avril dernier, le Président Jokowi a annoncé la lever dès le 23 mai prochain, sans toutefois préciser les modalités. Cette annonce est largement motivée par l'impact de l'interdiction sur les planteurs, auxquels les grandes sociétés de production d'huile n'achetaient pratiquement plus de fruits frais (baisse du prix d'achat de 50 à 70%).

Malaisie

Suppression des permis d'importation pour les produits alimentaires

Le 18 mai, Ismail Sabri, Premier ministre malaisien, a annoncé que les importations de produits alimentaires ne seraient plus soumises à des permis d'importation. Les autorités évoquent également la réduction du nombre d'intermédiaires dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires. Il s'agit de faciliter les importations de ces produits, dans un contexte d'inflation forte (+4% en mars dernier pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées) et de crainte de crise alimentaire. Les détails de cette annonce ont été renvoyés au ministère de l'Agriculture et de l'agroalimentaire qui a précisé, le 19, que seuls le chou, les noix de coco, le poulet et le lait liquide seraient concernés, mais pas le riz, importation majeure pourtant.

Nouveau projet de liaison ferroviaire à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Bangkok ?

Le projet de liaison à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour a été abandonné en janvier 2021 (sa première version remontant à 1995). Il a été annoncé que de nouvelles discussions seraient lancées fin mars entre les deux voisins pour relancer un projet sur de nouvelles bases. Pas de nouvelles de ces discussions mais, le 17 mai, le ministre malaisien des Transports a annoncé – de Singapour où il était en déplacement – l'établissement d'un comité spécial destiné à discuter des modalités techniques de la ligne à grande vitesse avec Bangkok. Faut-il y voir l'avancée de la Chine pour une ligne s'inscrivant dans leur projet de Nouvelles routes de la soie (BRI) ou une façon pour les autorités malaisiennes de stimuler les discussions avec Singapour ? Il reste qu'il sera sans doute difficile de financer les deux projets, sachant que celui avec Singapour a plus de sens sur un plan économique.

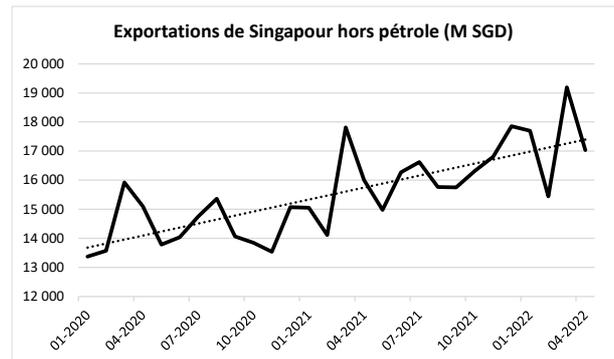
La corruption au cœur des préoccupations socio-économiques des Malaisiens

Alors que l'évolution de l'inflation inquiète les Malaisiens (+2,2% en mars 2022), en particulier pour les produits alimentaires puisque les carburants sont subventionnés, la corruption financière et politique est plus préoccupante encore. Selon une enquête de l'IPSOS réalisée en mai, 27% des personnes interrogées citent l'inflation comme une forte préoccupation tout comme 44% s'inquiètent de la hausse des prix de l'immobilier. 53% des personnes interrogées s'inquiètent de la corruption (le classement de Transparency International de 2021 a vu la Malaisie régresser au 62^{ème} rang, contre le 51^{ème} en 2019). Semblant confirmer le problème, Tan Sri Mohd Zuki Ali, secrétaire général du gouvernement, a reconnu que cela devait constituer une motivation pour continuer à lutter contre le phénomène.

Singapour

Nette progression des exportations non pétrolières depuis janvier

Les exportations domestiques, hors secteur pétrolier, ont légèrement diminué en avril, à +6,4% en glissement annuel, contre +7,7% en mars. Par secteur, les exportations ont principalement diminué dans le secteur de la pharmaceutique (-6%), tandis que par zone géographique, les exportations ont progressé vers l'ensemble des 10 principaux clients de Singapour, à l'exception de la Chine où elles se sont contractées de 10,6% (+4,7% en mars). Sur les quatre premiers mois de l'année, la tendance reste néanmoins nettement haussière car les exportations progressent de 10,1% par rapport à la même période en 2021.



Plusieurs annonces en lien avec la reprise du trafic aérien

Lors du Changi Aviation Summit, le 17 mai, le ministre des Transports S. Iswaran a annoncé que la construction d'un cinquième terminal à l'aéroport de Changi reprendrait après une interruption de deux ans en raison de la pandémie. En mai, le trafic aérien à l'aéroport de Changi a en effet doublé par rapport à mars pour atteindre environ 40% des niveaux d'avant pandémie. La construction du terminal 5 devrait donc commencer dans un délai de deux à trois ans pour une mise en opération vers le milieu des années 2030. Ce projet répond à un doublement prévu du volume de passagers au cours des deux prochaines décennies. Dans ce même contexte, Singapore Airlines (SIA) a fait part de la réduction de ses pertes nettes pour l'année fiscale 2022, à 693 M USD, contre 43,1 Mds USD sur l'année fiscale 2021.

Collaboration avec la Banque mondiale pour renforcer la transparence sur les marchés mondiaux de crédits carbone

Singapour devrait coopérer avec la Banque mondiale sur l'initiative *Climate Warehouse* destinée à consolider les registres de crédits carbone dans le monde. Les gouvernements et acteurs non étatiques (organisations internationales, groupes à but non lucratif, entreprises privées etc.) comptabilisent actuellement séparément les transactions de crédits carbone au sein de leurs registres. Ainsi, selon le Secrétariat national du changement climatique de Singapour, l'initiative aidera à améliorer la transparence et à minimiser les risques de double comptage sur les marchés de carbone, renforçant leur crédibilité. Selon la Banque mondiale, Singapour constitue par ailleurs « un lieu idéal pour accueillir cette initiative, compte tenu de son marché et de ses infrastructures de classe mondiale, de sa bonne gouvernance et de sa main-d'œuvre hautement qualifiée ».

Vietnam

Objectif d'un renforcement des entreprises publiques d'ici cinq ans

Le gouvernement vietnamien s'est fixé pour objectif de posséder au moins 10 entreprises publiques avec une capitalisation boursière supérieure à 5 Mds USD et 25 d'une capitalisation boursière supérieure à 1 Md USD au cours des 5 prochaines années. Ces entreprises se verront confier plusieurs projets clés dans des domaines prioritaires, tels que les énergies renouvelables, les semi-conducteurs, les infrastructures de transport ou les infrastructures numériques. En outre, celles-ci devront augmenter leur contribution au budget de l'État de 5 à 10 % par rapport à la période 2016-2020. Ces entreprises, qui se sont concentrées jusqu'à présent sur des activités commerciales de base, devront revoir leurs modèles commerciaux afin d'améliorer leur productivité et compétitivité.

Une inflation anticipée modérée en 2022 par HSBC

HSBC prévoit que l'inflation au Vietnam augmentera de 3,7% en 2022, toujours en dessous du seuil de 4% fixé par la Banque d'État du Vietnam (SBV). Les pressions inflationnistes resteraient donc faibles selon les analystes de la banque. En avril, l'indice des prix à la consommation au Vietnam a augmenté de seulement 2,6% en glissement annuel, de manière conforme aux attentes du marché. Selon HSBC, cette « modeste » augmentation est due notamment au faible coût des transports, à la réduction de la taxe sur la protection de l'environnement, et à la réouverture progressive du pays, contribuant à la reprise du commerce de détail et de services. Ces facteurs s'ajoutent à une relative faiblesse de la demande domestique, les ménages ayant vu leur épargne s'éroder durant la pandémie.

Suppression des droits antidumping sur l'acier provenant de Chine et Corée

Le ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIT) a supprimé les droits antidumping sur les importations d'acier en provenance de Corée du Sud et de Chine après 5 ans d'imposition de ces droits. Selon le MOIT, l'éventualité que les importations d'acier en provenance de Corée du Sud et de Chine nuisent davantage à la production nationale est faible. Dans les années à venir, le ministère continuera de surveiller les importations d'acier afin de prendre des mesures conformément aux lois internationales et vietnamiennes pour protéger les intérêts du secteur et des consommateurs.

Thaïlande

Révision à la baisse des prévisions de croissance du PIB pour 2022 par la NESDC

Le Conseil national de développement économique et social (NESDC) a réduit ses projections de croissance du PIB thaïlandais pour 2022 à un niveau compris entre 2,5% et 3,5% contre 3,5%-4,5% précédemment (prévision de février). Selon la secrétaire générale du NESDC, cette baisse découle principalement des conséquences du conflit en Ukraine, lequel a fortement accru les prix de l'énergie, des engrais et du blé, dont le royaume est largement importateur. En 2022, le NESDC anticipe à présent une croissance de la consommation domestique de 3,9% (après + 4,5%) tirée par la reprise progressive du tourisme (7 M de visiteurs étrangers attendus), tandis que les exportations devraient croître de 8,3% (après +8,9%) et les investissements de 3,5% (+4% précédemment). Au premier trimestre de cette année, la Thaïlande a enregistré un taux de croissance en hausse par rapport au trimestre précédent : +2,2% (g.a) après +1,8%. Ce meilleur résultat s'explique surtout par la reprise de la consommation privée (+3,9% après +0,4% au trimestre précédent), portée par l'assouplissement des restrictions sanitaires et les rentrées touristiques (497 693 personnes), par la hausse toujours soutenue des exportations (+10,2% en volume et +14,6% en valeur) et, sur le plan sectoriel, par le rebond important du secteur agricole (+4,1 % après -0,6%), permettant de compenser la relative faiblesse de l'investissement (+0,8%) et de la production manufacturière (+1,9%).

Aide financière du groupe gazier PTT au producteur national d'électricité EGAT

Le gouvernement a demandé au groupe national de pétrole et de gaz PTT (premier groupe thaïlandais) d'aider financièrement l'entreprise publique en charge de la production électrique (EGAT). Cette dernière enregistre actuellement une perte nette de 60 Mds THB (1,7 Mds USD) en raison des mesures de plafonnement des prix du carburant sur les factures d'électricité imposées par les autorités thaïlandaises entre septembre 2021 et avril de cette année - et qui visent à réduire l'impact de la hausse du coût de l'énergie sur les consommateurs. Outre un possible soutien financier direct, l'aide de PTT pourrait prendre la forme d'une baisse des coûts en approvisionnement gazier par EGAT (65% de la production d'électricité) via des mesures d'ajustement des prix sur ses achats de gaz à PTT. Alors qu'EGAT achète au groupe gazier thaïlandais un volume moyen de 700 millions de m³ standard de gaz par jour, le coût d'approvisionnement a doublé depuis le début d'année (350 à 400 M USD par mois contre 150 à 200 auparavant) en raison des effets sur le prix du gaz de la hausse globale de la demande d'énergie entamée au dernier trimestre 2021 et au conflit en Ukraine.

Philippines

Niveau de croissance au T1 2022 supérieur au niveau prépandémique

Le premier trimestre de 2022 affiche un taux de croissance de 8,3% en g.a, soit un taux supérieur à celui anticipé par les économistes et supérieur aux 5,9% de croissance à la même période en 2019. De plus, la production des trois premiers mois de l'année a atteint 93 Mds USD surpassant la production totale de la même période en 2019 qui s'élevait à 84 Mds USD. La croissance est en majorité portée par la consommation des ménages qui a augmenté de 10,1% en g.a au premier trimestre, et qui représente près de $\frac{3}{4}$ du PIB. Du côté de la production, la croissance est portée par l'industrie avec une croissance en g.a de 10,4%. Le secteur des services a crû en g.a de 8,6% tandis que la croissance dans le secteur de l'agriculture est à 0,2%. Les Philippines affichent ainsi le taux de croissance le plus élevé parmi les pays du Sud-est asiatique pour la période.

Première hausse des taux d'intérêt en quatre ans

La banque centrale philippine (BSP) a augmenté pour la première fois depuis 2018 les taux d'intérêt afin de faire face aux pressions inflationnistes perturbant la reprise économique. Le taux directeur est ainsi passé de 2% à 2,25%. Les Philippines suivent ainsi le mouvement amorcé par la Malaisie et Singapour dans la région en pratiquant ce resserrement monétaire. Le gouverneur de la banque centrale avait annoncé qu'il n'était plus possible de maintenir une politique monétaire accommodante en raison du niveau d'inflation à 4,9% au mois d'avril située dans la fourchette haute des prévisions de la BSP mais aussi en raison de la bonne reprise de l'économie du pays.

Hausse progressive du salaire minimum

Le ministère du Travail (DoLE) a annoncé une augmentation du salaire journalier minimum dans la région de Manille et dans la province ouest des Visayas. Celui-ci augmente de 0,63 USD dans la région de la capitale et entre 1,05 USD et 1,91 USD dans les Visayas. Ces changements sont effectifs dès le 3 juin prochain. Le salaire journalier minimum dans la capitale s'élève désormais à 10,87 USD hors secteur agricole et 10,16 USD pour le secteur agricole. D'autres régions du pays devraient suivre et augmenter également le salaire minimum. Le président de la Chambre de commerce et de l'industrie philippine (PCCI) a toutefois émis des craintes quant aux difficultés qu'auront les petites et micro-entreprises (qui composent 99% des entreprises aux Philippines) à faire face à cette hausse des salaires.

Cambodge

93% de l'emploi total composé d'emploi informel selon la BAsD

Selon le rapport la Banque asiatique de développement (BAsD) intitulé « Strengthening Domestic Resource Mobilization in Southeast Asia », l'organisation internationale du travail (OIT) estime que 93% des personnes employées au Cambodge gagnent leur vie dans le secteur informel et la proportion de ces travailleurs dans les zones rurales dépassant 95%. La taille importante du secteur informel pose le problème de la capacité du gouvernement à disposer des recettes fiscales nécessaires pour répondre aux défis de développement. Dans le contexte de la crise sanitaire, la mobilisation optimale de ressources intérieures est un catalyseur essentiel de la transition de l'urgence à la reprise. Le Cambodge et les autres pays de la région devraient prendre des mesures immédiates pour soutenir leurs initiatives existantes en matière de mobilisation des ressources nationales à travers 3 séries de réponses : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale, (ii) la maximisation de la conformité fiscale et (iii) la simplification des processus de conformité fiscale. KT Par ailleurs, il est à noter qu'au Cambodge sur plus de 500 000 entreprises enregistrées, 60% sont détenues par des femmes. Le gouvernement cambodgien s'engage à poursuivre la promotion des femmes entrepreneurs dans le cadre de la réalisation de ses objectifs nationaux de développement économique 2019-2030.

Accord signé sur la formation ferroviaire

Le Cambodge et la Chine ont signé un protocole d'accord le 12 mai pour développer l'expertise cambodgienne dans l'industrie ferroviaire. Signé entre le ministère des Travaux publics et des Transports, Beijing Urban Construction Group Co Ltd (BUCG) et l'Université Jiaotong de Beijing (BJTU), cet accord vise à renforcer les capacités des ressources humaines et de renforcer la coopération sur les échanges d'étudiants et les visites sur le terrain spécialisées dans la construction, la recherche conjointe et la formation technique ferroviaire. Le Premier ministre avait annoncé en avril que le gouvernement envisage de moderniser les 2 lignes de chemin de fer existantes et de développer un train à grande vitesse pour dynamiser le transport ferroviaire dans le pays.

1,3 Md USD de dépenses pour le développement de l'industrie de 2015 à 2020

Les partenaires de développement ont accordé au gouvernement cambodgien près de 1,3 Md USD de financement entre 2015 et 2020 pour soutenir la mise en œuvre de la politique de développement industriel du Cambodge (IDP), visant à aider le Royaume à diversifier ses industries manufacturières. Les 4 mesures principales soutenues par les partenaires au développement comprennent la baisse des prix de l'électricité, la préparation du plan directeur pour le développement des systèmes de transport et de logistique, le renforcement du marché du travail, et le détail du plan directeur pour transformer la province de Preah Sihanouk en un modèle de zone économique spécial polyvalente. Cette dernière mesure a reçu le plus de soutien, soit 938,5 M USD. L'analyse des résultats de la politique IDP montre que la part du secteur industriel dans le PIB est passée de 27,7% en 2015 à 34,2% en 2019, soit 30% de plus que l'objectif fixé pour 2025. En revanche, la part du secteur manufacturier dans le PIB a progressé plus lentement, passant de 16% en 2015 à 16,3% en 2019, alors que l'objectif pour 2022 est de 20%.

Birmanie

Baisse des investissements directs étrangers

Selon le registre du *Directorate of Investment & Company Administration* (DICA), les investissements étrangers approuvés se sont élevés à 653 M USD pour la période s'étendant d'octobre 2021 à avril 2022, soit une baisse de 48% par rapport à la même période l'année précédente. Singapour reste de loin le premier investisseur avec des investissements de l'ordre de 297 M USD, devant la Chine (155 M USD) et Hong Kong (110 M USD). Les investissements en direction du secteur de l'électricité chutent de 97% (de 676 M USD à 21 M USD) tandis que ceux dans le secteur manufacturier baissent de 37% (330 M USD à 209 M USD). Cette tendance est cohérente avec le déclin des importations de 42% observé sur les biens d'équipements et traduisant déjà un ralentissement des investissements des entreprises.

Lancement d'un appel d'offres pour la poursuite de l'exploitation de YETAGUN

Dans le contexte de la sortie du malaisien Petronas et de ses partenaires PTTEP et Nippon Oil Exploration du consortium exploitant le champ gazier de Yetagun, le ministère de l'Énergie recherche un nouvel investisseur. L'entreprise qui sera sélectionnée à l'issue d'un appel d'offres devra également assumer le rôle d'opérateur du champ. La société nationale MOGE, déjà présente, conserverait sa participation de 20,5%. Yetagun est composé de 3 champs gaziers M12/M13/M14 dont l'exploitation devait initialement s'achever en 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esmâ LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr ; esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr

